

Unité départementale du Littoral
Unité du Littoral
rue du Pont de Pierre
59820 Gravelines

Gravelines, le 15/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRAILSID

Port 2773 - 2773 Route du Fossé Défensif
59140 Dunkerque

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G1\TRAILSID (ex Phoenix_Services_ex Gagneraud)_Dunkerque_070.03172\2_Inspections\2025 07 01 stockage déchets
Code AIOT : 0007003172

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/07/2025 dans l'établissement TRAILSID implanté ROUTE DU FOSSE DEFENSIF 59140 DUNKERQUE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRAILSID
- ROUTE DU FOSSE DEFENSIF 59140 DUNKERQUE
- Code AIOT : 0007003172
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TRAILSID (anciennement PHOENIX SERVICE FRANCE) est autorisée à exploiter une unité de valorisation de laitiers sidérurgiques et de déchets inertes du BTP sur la commune de Dunkerque.

Le traitement comprend les opérations suivantes : dé-ferraillage, concassage / criblage et éventuellement mélange ternaire.

Les laitiers bruts admis dans l'établissement proviennent essentiellement de chez ARCERLORMITTAL France. Les déchets inertes du BTP proviennent des chantiers de démolition de la région.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 8
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	quantités	AP Complémentaire du 07/07/2011, article 4.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet
2	Gestion des flux de déchets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 – I.e.	Sans objet
3	Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-III	Sans objet
5	quantités- 2	AP Complémentaire du 07/07/2011, article 4.1.2	Sans objet
6	stockage des déchets - aires	AP Complémentaire du 07/07/2011, article 4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les quantités maximales de déchets entreposées sur le site sont respectées. Cependant l'organisation des stockages sur la zone "stock primaire" n'est pas conforme à l'arrêté préfectoral d'autorisation du site et pourrait avoir un impact sur la bonne gestion des eaux et lixiviats. Pour le moment aucune dégradation de la qualité des eaux souterraines (entre 2003 et 2025) n'est observée. Il est demandé à l'exploitant de rétablir une organisation des stockages conforme à l'arrêté préfectoral ou déclarer officiellement les nouvelles conditions d'exploitation (sous réserve d'une démonstration de la bonne gestion des eaux et lixiviats) sous 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10
Thème(s) : Actions régionales, Etat des déchets stockés
Prescription contrôlée : Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes. En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.
Constats : Chaque trimestre l'exploitant réalise une estimation du volume de déchet présent dans l'installation grâce à un survol de drone. L'évolution de la quantité stocké entre deux survols est suivi par différence entre les entrées et les sorties (masse entrante et sortante établit par pesées sur site ou BSD). Le recalage montre des différences de quelques centaines à milliers de tonnes par rapport aux valeurs obtenues par suivi, cependant cela ne représente que quelques pourcent de l'encours total, ce suivit est donc considéré comme adapté à l'objectif. En ce qui concerne la périodicité, les équipes de productions réalisent un bilan mensuel du stock. Cette fréquence est inférieur à la périodicité hebdomadaire réglementaire. Cependant l'exploitant est en mesure de réaliser à tout moment un calcul actualisé du stock en quelques minutes. Ce calcul peut être réalisé depuis des serveurs distants il est donc disponible en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Ces dispositions sont adaptés à la nature des installations et au type de déchets traités (laitiers et déchets de démolitions, non dangereux, et non combustible).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des flux de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 – I.e.
Thème(s) : Actions régionales, Capacité de stockage approprié
Prescription contrôlée : Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment : <ul style="list-style-type: none">- la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ;- la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ;- le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.
Constats :

Lors de l'inspection il a été constaté que le suivi des stocks indiquait 13500 tonnes de déchets issus du BTP, 158000 tonnes de laitier brut, 2 500 tonnes de matériaux BTP recyclés et 21 000 tonnes de laitier traité.

Soit un total de 186 000 tonnes, cette valeur est inférieure au total autorisé sur site. Cependant les fichiers de suivi ne mentionnent pas la valeur limite autorisée. Il existe donc un risque que celle-ci soit dépassée sans que les équipes d'exploitation en aient conscience.

Le 09/07/2025 l'exploitant a présenté les fichiers de suivi mis à jours, ceux-ci indiquent désormais les quantités maximales pouvant être stockées.

Compte tenu du stock et de la quantité de déchets traités, le temps de séjour moyen est de l'ordre de 4 mois.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-III

Thème(s) : Actions régionales, Déclaration des quantités de déchets traités

Prescription contrôlée :

III.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou Ib assurant le stockage, transit, regroupement ou traitement y compris le tri de déchets dangereux déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les quantités admises et éventuellement traitées sur le site.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b assurant le stockage, l'incinération, le compostage, la méthanisation de déchets non dangereux ou le traitement de déchets non dangereux permettant de bénéficier de la procédure de sortie du statut de déchet déclare chaque année au ministre chargé des installations classées les quantités admises et traitées sur le site.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b assurant le stockage de déchets inertes déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les quantités admises et traitées sur le site.

Cette déclaration comprend :

- la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;
- la quantité par nature du déchet ;
- l'origine géographique des déchets par nature du déchet ;
- le mode de valorisation ou l'élimination selon les codes spécifiques de l'annexe IV ;
- les déchets ayant bénéficié de la procédure de sortie du statut de déchet tel que mentionné à l'article L. 541-4-3.

Constats :

L'exploitant a réalisé une déclaration en 2025 (pour l'année 2024) des déchets entrants traités et sortants via l'application GERE. Cette déclaration est conforme aux données collectées sur site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : quantités

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/07/2011, article 4.1.1
Thème(s) : Situation administrative, déchets
Prescription contrôlée : 4.1.1. - Déchets entrants <p>La surface maximale de stockage des laitiers et des déchets inertes de démolition est de 20 000 m² pour une quantité maximale de 221 000 tonnes.</p> <p>Avant leur prise en charge dans l'établissement, les déchets sont homogénéisés par constitution d'un stock primaire en deux tas Nord et Sud exploités en alternance. La capacité maximale de stockage des tas Nord et Sud est de 47 500 tonnes ; la hauteur maximale de stockage est de 12 mètres. Un seul tas est exploité à la fois, l'autre tas devant rester en cours de constitution pendant la durée de l'exploitation du premier tas.</p> <p>La surface maximale de stockage des laitiers granulés est de 150 m² pour une quantité maximale de 700 tonnes. La hauteur maximale de stockage est de 4 mètres.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection il a été constaté que le suivi des stocks indiquait 13500 tonnes de déchets issus du BTP et 158000 tonnes de laitier brut. Ces valeurs sont cohérentes avec les observation de terrain.</p> <p>La hauteur de stockage est estimée à 10 mètres.</p> <p>Cependant le stock primaire est géré en un seul tas sur l'ensemble de la zone au lieu de deux situés en partie nord et sud. cette configuration en deux tas était destinée à laisser une zone libre entre les tas ou se situe un drain destiné à recueillir les eaux de ruissellement et lixiviats. (voir point de contrôle N°6).</p> <p>Bien que les quantités maximale soient respectées, les modalités d'exploitation ne le sont pas. Ce nouveau mode d'exploitation pourrait avoir un impact négatif sur la gestion des eaux du site.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est demandé à l'exploitant sous 3 mois de reprendre l'exploitation en 2 tas du stock primaire (afin de ne pas obstruer le drain destiné à collecter les eaux et lixiviats) ou de porter à la connaissance du préfet cette modification des conditions d'exploitation en justifiant que celle-ci est compatible avec la gestion des eaux et lixiviat.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : quantités- 2

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/07/2011, article 4.1.2
Thème(s) : Situation administrative, déchets
Prescription contrôlée : 4.1.2. - Déchets traités La surface maximale de stockage des matériaux concassés (laitiers et matériaux inertes) est de 7 000 m ² pour une quantité maximale de 60 000 tonnes. La hauteur maximale de stockage est de 18 mètres.
Constats : L'état des stocks indiquait au jour de l'inspection 21 000 tonnes de laitiers traités. Cette valeur est cohérente avec les observations réalisées sur le terrain.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : stockage des déchets - aires

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/07/2011, article 4.1
Thème(s) : Situation administrative, déchets
Prescription contrôlée : Le sol des aires de stockage des déchets entrants et des déchets traités est imperméable et conçu pour permettre la récupération des eaux de ruissellement et lixiviation.
Constats : Lors de l'inspection il a été constaté que les aires de stockages sont imperméables, un fossé étanche est aménagé pour récupérer les eaux de ruissellement de la zone de traitement des laitiers et de stockage des produits finis. Les plans du site indiquent la présence d'un drain permettant de collecter les eaux de la zone "laitiers brut". Cependant l'exploitation de la zone laitier brut en seul tas fait que le drain est recouvert de plusieurs mètres de laitiers. Dans ces conditions et en l'absence de pluie le jour du contrôle il a été impossible de s'assurer que celui-ci est toujours fonctionnel. L'aménagement est néanmoins conforme, l'efficacité de la collecte est traitée au point de contrôle N°4 avec les conditions d'exploitation du site.
Type de suites proposées : Sans suite